

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des politiques économique et Internationale Service de la production et des marchés Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS Suivi par : Daniel Laborde Tél. : 01 49 55 41.32 Fax : 01 49 55 45.46 Réf. Interne : mesure structurelle énergie Réf. Classement : DPEI/SDCPV/C2002</p>	<p>CIRCULAIRE DPEI/SPM/SDCPV/C2002-4022 DATE : 16 AVRIL 2002</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
A

Nombre d'annexes : 8

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Mise en place par l'ONIFLHOR d'une mesure destinée à soutenir les efforts des productions maraîchères et horticoles en matière de réduction de la consommation d'énergie.

Avertissement : Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales
164, rue de Javel - 75349 PARIS CEDEX 15
Tél. 01 44 25 36 38
Fax : 01 45 54 31 69

Résumé : L'énergie nécessaire pour chauffer les serres ou les abris est en général le deuxième poste de charge des exploitations après le poste main d'œuvre. De nombreux efforts sont menés depuis plusieurs années pour soutenir la modernisation globale des outils de production. Néanmoins, la hausse du coût de l'énergie durant l'année 2000 n'a pas pu être anticipée et a eu d'importantes répercussions sur l'équilibre financier des exploitations serristes maraîchères et horticoles. Une mesure financée par l'Oniflhor, s'est inscrite dans le cadre du plan d'urgence décidé par le gouvernement afin de venir en aide aux exploitants agricoles confrontés à la hausse du coût de l'énergie. Après avoir répondu aux problèmes immédiats des filières, il a été prévu un volet d'actions structurelles au bénéfice du secteur serriste. Ces actions doivent permettre d'anticiper de futures crises énergétiques en permettant aux exploitants de définir les stratégies les plus adaptées, de choisir les énergies optimum, de réaliser les investissements les plus judicieux. Compte tenu des différences de fonctionnement des filières et des besoins de chacune d'entre elles, le programme structurel comportera 2 volets, l'un destiné au secteur maraîcher, l'autre au secteur horticole.

Mots-clés : ENERGIE , SERRES, HORTICULTURE, MARAICHAGE.

Plan de Diffusion	
<p>PLAN DE DIFFUSION Pour exécution : M. le DPEI MM les Préfets de départements Mmes et MM. les DDAF M. le Directeur de l'ONIFLHOR</p>	<p>Pour information : DGA – DGAL – DAF - DRAF MEFI Direction du Budget 7A Le président du COPERCI La Fédération Nationale des Producteurs de Légumes La Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole (FELCOOP) La Fédération Nationale des Producteurs de l'Horticulture et des Pépinières Assemblée permanente des chambres d'agriculture La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Jeunes Agriculteurs La Confédération Paysanne Coordination rurale Les Comités de Bassins</p>

INTRODUCTION

L'énergie nécessaire pour chauffer les serres ou les abris est en général le deuxième poste de charge des exploitations après le poste main d'œuvre. De nombreux efforts sont menés depuis plusieurs années pour soutenir la modernisation globale des outils de production. Néanmoins, la hausse du coût de l'énergie durant l'année 2000 n'a pas pu être anticipée et a eu d'importantes répercussions sur l'équilibre financier des exploitations serristes maraîchères et horticoles. Une mesure financée par l'Oniflhor, s'est inscrite dans le cadre du plan d'urgence décidé par le gouvernement afin de venir en aide aux exploitants agricoles confrontés à la hausse du coût de l'énergie.

Après avoir répondu aux problèmes immédiats des filières, il a été prévu un volet d'actions structurelles au bénéfice du secteur serriste. Ces actions doivent permettre d'anticiper de futures crises énergétiques en permettant aux exploitants de définir les stratégies les plus adaptées, de choisir les énergies optimum, de réaliser les investissements les plus judicieux. Compte tenu des différences de fonctionnement des filières et des besoins de chacune d'entre elles, le programme structurel comportera 2 volets, l'un destiné au secteur maraîcher, l'autre au secteur horticole, selon les modalités ci-après.

Volet I. SECTEUR MARAICHER

1 – Nature de l'intervention

Pour faire face à la demande du secteur maraîcher d'une réflexion stratégique sur le problème de l'énergie, le Ministre de l'agriculture et de la pêche a confié durant l'année 2000 une mission d'expertise à M. Blatin, Ingénieur Général du GREF. Cette mission a permis de définir des axes de travail et des priorités pour la filière.

L'action structurelle en faveur du secteur maraîcher s'inscrit dans le cadre des propositions de ce rapport. En outre, trois volets complémentaires sont retenus.

- la mise en œuvre **d'audits énergétiques dans les exploitations**. Ces audits devront permettre aux exploitants de mieux connaître la situation de leurs outils de production, pour améliorer la gestion énergétique et le cas échéant réaliser les investissements qui apparaîtront nécessaires ;

- la mise en œuvre **d'un programme de formation spécifique dans les centres de formation professionnels de Théza et de St Ilan**. Ces deux structures qui forment les futurs exploitants, mais également les chefs de culture amenés à travailler dans les serres, mettront en place des programmes spécifiques de formation. Pour les accompagner dans cette démarche, l'Oniflhor interviendra en soutenant les investissements relatifs à l'énergie nécessaires dans ces deux structures ;

- la réalisation d'un **programme d'expérimentation sur les énergies** nouvelles, les énergies renouvelables ou sur la gestion globale du coût énergétique. Pour suivre ce programme, un comité de pilotage sera constitué à l'Oniflhor afin de coordonner les actions, de choisir les organismes qui interviendront et de réaliser un bilan des opérations.

2 – Mise en place d'une commission énergie

Afin de d'examiner les propositions du programme prévu au point 1 et de suivre l'ensemble des actions menées en maraîchage, une commission énergie est mise en place.

Elle est présidée par le directeur de l'Oniflhor et comprend des représentants du Ministère de l'agriculture et de la pêche, du Contrôle d'Etat de l'Oniflhor, de la Fédération Nationale des Producteurs de Légumes (F.N.P.L.), de la Fédération Française de la Coopération fruitière, légumière et horticole (FELCOOP), du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL), de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.) et de Gaz de France (GDF). Sur proposition de ces membres, des experts pourront être associés au comité de pilotage.

Elle rendra un avis sur l'objet du programme, la méthode retenue et le budget accordé

3 – Bénéficiaires, montant des interventions et procédures

3.1 Audits d'exploitation

La mesure s'adresse aux agriculteurs à titre principal, GAEC, EARL et personnes morales, civiles et commerciales dont l'objet est exclusivement agricole et dont plus de 50% du capital social est détenu par des exploitants agricoles à titre principal (les associés, salariés à temps plein de l'exploitation peuvent être pris en compte pour le calcul de la part du capital social considéré comme agricole), remplissant les conditions suivantes :

- Exploitant une structure sous abris disposant d'un dispositif de chauffage. Toutes les exploitations quelle que soit leur taille peuvent être concernées.
- Membres de l'organisation économique c'est-à-dire adhérents d'une organisation de producteurs (O.P.) reconnue, au sens du règlement CEE 2200/96, ou adhérents d'une organisation de producteurs pré-reconnue, au sens du règlement CEE 2200/96, et pour la durée du plan de reconnaissance agréé. La mesure peut également être proposée aux producteurs s'engageant à rejoindre l'organisation économique, sous réserve que la réalité de cet engagement soit vérifiée. Le versement effectif de l'aide par l'Oniflor n'interviendra donc qu'après que la preuve de l'adhésion effective à l'organisation économique, telle que définie, aura été apportée à l'office.
- S'engageant à mettre à disposition du prestataire l'ensemble des données relatives au site en matière de consommation d'énergie dans l'établissement (factures d'énergie, études déjà réalisées, rapports des contrôles réglementaires, procédés consommateurs mis en œuvre, schémas correspondants,...) et désignant une personne chargée de suivre le déroulement de la prestation et de servir d'interlocuteur au prestataire.

Les audits pourront être réalisés en 2 étapes :

- Un pré-diagnostic permettant, à partir d'une analyse des données disponibles sur le site, de dresser une première évaluation des gisements d'économies d'énergie envisageables et d'orienter le producteur vers des interventions simples à mettre en œuvre et/ou vers des études plus approfondies
- Après avis de la commission énergie, des diagnostics plus approfondis pourront être réalisés dans la limite des crédits disponibles

Les audits devront être réalisés par un organisme indépendant référencé, dont la liste sera communiquée au producteur par l'Oniflor et le CTIFL.

Ces audits seront réalisés selon un cadre général qui sera validé par la commission énergie (Cf. volet I point 2)

L'Oniflor participera aux frais d'audits dans la limite de **1/3 du coût de ce pré-diagnostic** plafonné selon les modalités suivantes :

- **Coût maximum retenu : 0,30 €/M² audité,**
- **Plafond par exploitation limité à 3,5 HA de surfaces d'abris chauffés audités.**

Les producteurs bénéficiant de cette intervention devront tenir à la disposition des services de l'Oniflor et de la commission énergie les résultats de l'audit énergétique de leur exploitation. Ces audits individuels seront utilisés à des fins d'analyse au niveau national.

Les exploitants souhaitant bénéficier de cette intervention en feront la demande en transmettant à leur DDAF les documents suivants:

- 1 demande d'aide (annexe 2)
- 1 RIB original
- Facture acquittée, originale ou copie certifiée conforme, de l'audit énergétique.

La DDAF vérifiera la conformité de la demande et les critères d'éligibilité (notamment exploitant à titre principal, exploitant une structure sous abris chauffée, membres de l'organisation économique) et transmettra ces documents à l'Oniflor pour paiement. Au vu des pièces justificatives présentées, et dans la limite des crédits disponibles, le directeur de l'Oniflor décidera l'attribution d'une subvention qui sera versée à chaque bénéficiaire.

En tant que de besoin, la commission énergie pourra proposer des évolutions de ce dispositif au vu des contraintes techniques et budgétaires qui pourraient apparaître.

3.2. Programme de formation des serristes

Cette intervention sera réalisée par les **centres de formation du CNF de Théza** dans les Pyrénées-Orientales et du **centre de formation de St Ilan** dans le Morbihan, tous deux organismes associatifs à but non lucratif.

Ces deux centres de formation mettront en œuvre des programmes de formation spécifiquement orientés vers les aspects de gestion énergétique des serres. Ces programmes seront élaborés par les centres durant l'année 2002.

Pour permettre la mise en œuvre de ce programme dans les deux centres, l'Oniflorh interviendra pour soutenir la mise en place des investissements relatifs aux aspects énergétiques dans deux structures sous abris chauffées, une dans chaque centre. En effet, la formation des futurs serristes et chefs de cultures sur un thème comme celui de l'énergie, nécessite de disposer dans les centres de formation d'outils performants en phase avec les outils dans lesquels les futurs serristes évolueront plus tard.

L'intervention de l'Oniflorh prendra la forme d'une **subvention aux investissements** plafonnée à un montant maximum de subvention de 304 000 € pour chacun des centres et portant sur les seuls postes relatifs aux aspects "énergie".

Chaque centre de formation présentera à l'Oniflorh un dossier comportant les pièces suivantes :

- une demande, conforme au modèle joint en annexe 3,
- les devis chiffrés et détaillés des investissements à effectuer pour tous les investissements;
- une attestation de conformité du modèle de serre retenu aux normes AFNOR en vigueur ;
- une attestation précisant le caractère assurable des structures construites délivrée par une mutuelle ou une société d'assurance ;
- le plan de financement et l'avis de l'établissement bancaire principal sur le plan de financement selon le modèle figurant en annexe 4.
- une attestation de la DDAF sur la conformité de la demande notamment au regard des réglementations nationales et communautaires en matière de respect de l'environnement et de protection des eaux
- un avis du CTIFL qui portera sur la solution technique retenue, la nature des investissements et leur conformité aux normes, la recevabilité ou non de l'ensemble des investissements vis-à-vis de leur performance et de leur caractère novateur, notamment en ce qui concerne l'énergie, et l'adéquation du coût global des investissements au volume et aux types de productions envisagées.

Au vu des avis de la D.D.A.F. et du CTIFL, l'Oniflorh délivrera au demandeur, dès réception d'un dossier complet, un accusé de réception valant autorisation de commencer les travaux projetés, précisant le montant de la subvention et les postes éligibles.

Dans le cas où le centre souhaiterait apporter des modifications techniques à son projet initial, il devra en informer par écrit la D.D.A.F, le CTIFL et l'Oniflorh. Ces derniers évalueront l'impact des modifications, et se réserveront le droit de refuser la validation de la modification de programme envisagée. En cas d'acceptation de la demande, l'Oniflorh délivrera au centre une feuille d'agrément révisée intégrant les modifications du programme.

Les investissements devront être achevés au plus tard 18 mois après la date de l'accusé de réception du dossier. Ce délai peut, le cas échéant, sous réserve qu'une demande argumentée ait été formulée au préalable, être prolongé de 6 mois maximum si des difficultés exceptionnelles intervenaient dans la réalisation des travaux.

La subvention sera versée sous forme d'une avance cautionnée au début de la réalisation, puis d'un solde à l'achèvement des travaux.

La demande d'avance cautionnée, représentant 25% de la subvention maximum prévue, ne peut s'effectuer qu'après réception par le demandeur de la feuille d'agrément de l'Oniflorh. Cette demande est subordonnée à la présentation :

- de la demande d'avance, conforme au modèle joint en annexe 5,
- d'une attestation de la D.D.A.F. constatant le début de la réalisation des travaux,
- d'une caution personnelle et solidaire conforme au modèle joint en annexe 6, cette garantie financière est d'un montant égal à 25% de la subvention totale agréée.
- d'un relevé d'identité bancaire ou postal original.

La libération de la caution ne peut intervenir que lors de la présentation de la demande de versement du solde et dans la mesure où le montant de la subvention totale liquidée est supérieur au montant de l'avance versée. Lorsque l'aide liquidée est inférieure au montant de l'avance, le Directeur de l'Oniflor demande le reversement de la différence entre les deux montants. L'effectivité de ce versement permet de libérer la caution. A défaut de versement, le Directeur de l'Oniflor mobilisera la caution pour un montant égal au versement demandé.

Les dossiers de demande de subvention définitive ou de versement du solde de la subvention devront parvenir à l'Oniflor au plus tard 24 mois après la date de l'accusé de réception du dossier et au plus tard le 30 juin 2004. Ce délai pourra être prolongé à concurrence du délai supplémentaire accordé selon les modalités précédentes pour les centres rencontrant des difficultés exceptionnelles lors de la réalisation des travaux. Passé ce délai, le dossier sera considéré comme forclos et les crédits seront annulés. Les avances éventuellement versées devront être remboursées.

Le paiement est effectué sur présentation de la demande de versement, conforme au modèle joint en annexe

7. Elle est accompagnée :

- d'une attestation du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, certifiant la réalisation effective des travaux prévus par la feuille d'agrément délivrée par l'Oniflor, appuyée d'une fiche de contrôle sur site (annexe 8)
- d'une attestation d'un bureau de contrôle technique certifiant que les serres construites et/ou reconstruites sont conformes aux normes AFNOR en vigueur,
- d'une attestation d'assurance des structures rénovées, construites et/ou reconstruites,
- d'un relevé d'identité bancaire ou postal original
- des factures ou copies certifiées conformes, revêtues des mentions de règlements (référence de chèques émis et date des paiements correspondants), ainsi qu'un état récapitulatif regroupant les factures par poste correspondant à la décomposition des dépenses figurant sur la feuille d'agrément du projet,
- dans le cas où certains postes agréés dans le projet ne seraient pas réalisés, d'un courrier de renonciation du demandeur à ces réalisations,
- du programme de formation prévu par le centre de formation sur le thème de l'énergie.

Le montant définitif de la subvention correspond aux travaux dont la réalisation a été attestée par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt dans la limite des dépenses initialement prévues.

3.3. Mise en œuvre d'un programme national de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans les serres

En matière d'énergie, les principales sources d'approvisionnement des serristes sont le fuel et le gaz naturel. Ces deux énergies sont non renouvelables et leur coût est soumis à des aléas de marché. Par ailleurs, le poste "énergie" dans les charges des exploitations est l'un des plus élevé après le poste main d'œuvre. Il importe donc aux exploitants de l'optimiser et d'améliorer la gestion globale de leur outil.

L'objectif de ce programme d'expérimentation vise donc à la fois à expérimenter des sources d'approvisionnement en énergie alternatives et à améliorer la gestion énergétique des serres.

Il comprendra notamment un travail de synthèse sur les audits énergétiques réalisés dans les exploitations avec l'appui financier de l'Oniflor.

Ce programme sera coordonné par la commission énergie décrite à l'article I.2.

La commission énergie se réunira pour examiner les propositions de programme de travail.

Les résultats de ce programme seront présentés en fin de réalisation à la commission énergie.

Volet II : SECTEUR DE L'HORTICULTURE ORNEMENTALE **ET DE LA PEPINIERE**

Pour ce secteur de l'horticulture ornementale, les modalités de mise en œuvre de ce concours financier sont ci après précisées :

1 – Bénéficiaires de l'aide :

Agriculteurs à titre principal :

- les exploitants individuels consacrant au moins 50% de leur temps de travail à leur exploitation agricole, et tirant au moins 50% de leur revenu de ces activités agricoles,

- les personnes morales, civiles ou commerciales dont l'objet est exclusivement agricole et dont plus de 50% du capital est détenu par les personnes physiques exploitants agricoles à titre principal et dont les statuts prévoient le maintien de cette proportion en cas de cession de parts,

- les personnes morales dont le capital est détenu majoritairement par une personne morale sous réserve que l'ensemble des salariés soit affilié au régime agricole et que son activité principale demeure agricole,

Et exploitant une structure sous abris disposant d'un dispositif de chauffage. Toutes les exploitations quelle que soit leur taille peuvent être concernées.

2 – Investissements éligibles :

2.1 Equipements de chauffage :

Thermosiphon ou système mixte (y c. tuyaux),

Chauffage au sol et/ou tablettes,

Condenseur ou récupérateurs de fumées,

Reconversion au gaz : changement de chaudière ou brûleur et raccordement au réseau GDF (hors mis la part GDF),

Equipements de chauffage basse température,

Pourront également bénéficier d'une aide de l'Oniflhor, les investissements mentionnés ci-dessous, à la condition que le demandeur ait fait réaliser un audit de ses équipements de chauffage. Cette étude devra être effectuée par un bureau d'études ou prestataire extérieur. Ses conclusions devront confirmer que le changement d'équipement envisagé est facteur d'une réelle économie d'énergie.

Changement de chaudière ou de brûleur,

Générateur air/chauffage air pulsé.

2.2 Equipements divers :

Ordinateur climatique,

Ordinateur climatique décentralisé,

Ecran thermique et d'ombrage,

Isolation des parois des serres verre avec films alvéolés,

Couverture double paroi plexiglas et couverture zigzag alvéolé.

Le matériel d'occasion et tout remplacement à l'identique de matériel amortissable sont exclus du bénéfice de l'aide.

3 – Période de réalisation des investissements :

Les investissements éligibles au titre de cette mesure, doivent être réalisés à partir du 1er avril 2001 et jusqu'à épuisement des crédits alloués à cette action. En effet, la précédente mesure de compensation de la hausse des coûts énergétiques (circulaire DPEI/SPM/C2000-4046 du 8/11/2000) a pris fin le 31 mars 2001 pour le secteur horticole.

4 – Modalités de calcul de l'aide :

L'aide de l'Oniflorh représente 10% du coût HT de l'investissement pour les demandeurs ayant bénéficié pour ces mêmes investissements, d'une subvention au titre de la mesure de modernisation des serres horticole prévue par voie de circulaire pour la période considérée, dans le respect des plafonds du PDRN.

L'aide de l'Oniflorh représente 15% du coût HT de l'investissement pour les demandeurs n'ayant pas perçu d'aide pour ces mêmes investissements au titre de la mesure de modernisation des serres horticole.

Dans le cas de la réalisation d'un audit (cf. chapitre II a), le coût de celui-ci sera subventionné dans les mêmes conditions que les investissements.

Le montant total des investissements présentés au financement de l'office (y compris coût de l'audit, le cas échéant) doit représenter un montant minimal de 10 000 euros HT et est plafonné à 100 000 Euros HT.

5 – Constitution des dossiers de demande d'aide et conditions de versement :

Le producteur devra présenter à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, les pièces suivantes :

Demande d'aide (annexe 8 – mesure horticole),
Factures des investissements dûment acquittés et détaillés, originales ou copies certifiées conformes (la certification se fait par le détenteur de l'original de la facture, l'acquit au mode et à la date de règlement (ex. chèque, banque, numéro, date),
Facture de l'audit, le cas échéant (originale ou copie certifiée conforme),
Copie des conclusions de l'audit des équipements de chauffage, le cas échéant (cf. chapitre II a),
Attestation d'affiliation à la MSA ou à l'AMEXA,
Attestation MSA des salariés pour les demandeurs sous forme sociétaire dont le capital social est détenu majoritairement par une personne morale,
Attestation d'assurance des serres (original ou copie certifiée conforme),
Relevé d'identité bancaire (obligatoirement original),
Copie des statuts pour les demandeurs sous forme sociétaire.

Chaque Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt concernée est chargée de centraliser les demandes qui devront être envoyées à l'Oniflorh au fur et à mesure de leur dépôt en DDAF mais qui devront parvenir à l'Oniflorh au plus tard le 31 mars 2003. L'Oniflorh informera directement chaque producteur de la suite réservée à sa demande, et avisera chaque DDAF concernée.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

François PATRIAT

DEMANDE DE CONCOURS FINANCIER DE L'ONIFLHOR

**Mesure destinée à compenser la hausse du coût de l'énergie
pour les productions horticoles et de la pépinière
Volet structurel**

Nom / Raison sociale :

Adresse :

Horticulture []

Téléphone :

Fax :

Pépiniériste []

Mixte []

PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE

Origine et date de création :

Structure juridique :

Nombre d'associés :

Principales productions :

Surfaces de production actuelles (en m²) :

. Serres verre :

Bi tunnels :

. Multichapelles plastique :

Tunnels :

. Double paroi gonflable :

Plein air :

Cas de forme sociétaire :

Raison sociale :

Objet :

Répartition du capital social :

NOMS	DATE DE NAISSANCE	PROFESSION	NOMBRE DE PARTS	POURCENTAGE DU CAPITAL

PRESENTATION DE L'INVESTISSEMENT

Nature des investissements	Nom du fournisseur	N° de facture	Date de réalisation de l'investissement	Coût HT en euros
			Total HT des investissements	

NIVEAU DE SUBVENTION DEMANDE

10 % du coût hors taxe de l'investissement

[]

Date d'autorisation de début travaux mentionnée sur l'accusé de réception délivré par l'ONIFLHOR dans le cadre de la mesure de modernisation des serres horticole :

/ /200

15 % du coût hors taxe de l'investissement

[]

CALCUL DE L'AIDE DEMANDEE

Nature de l'investissement	Coût de l'investissement HT	Taux de l'aide	Montant de l'aide demandée
	€		€
	€		€
	€		€
	€		€
	€		€
Total			

	TOTAL	SUBVENTION DEMANDEE
	€	€
	TOTAL SUBVENTIONNABLE RETENU**	SUBVENTION ACCORDEE**
	€	€

* Plafonnement du coût de l'investissement à 100000 € -** à remplir par l'Oniflhor

ATTESTATION DU DEMANDEUR

Je soussigné

NOM :

PRENOM :

Sollicite le bénéfice de la mesure structurelle en faveur du secteur de l'horticulture et de la pépinière, mise en place par l'Oniflhor afin de compenser la hausse du coût de l'énergie,

Certifie exact les informations et déclarations de la présente demande de concours financier de l'Oniflhor

Certifie que les investissements faisant l'objet de la procédure de demande d'aide ont été réalisés entre le _____ et le _____

J'autorise la MSA à communiquer toute information complémentaire nécessaire à la constitution et à l'instruction de mon dossier,

J'autorise les agents chargés des contrôles par les instances compétentes (DDAF, Oniflhor) à vérifier l'exactitude des renseignements que j'ai fournis sur la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aide et la situation réelle.

A _____

, le _____

Signature du demandeur

ATTESTATION DE LA DDAF

Les documents nécessaires à la mise en place de la mesure ont été vérifiés par la DDAF,

conformément à la circulaire du

Signature et cachet de la DDAF

Pièces justificatives jointes au dossier de demande d'aide (originales ou certifiées conformes):

Attestation d'affiliation à la MSA ou à l'AMEXA []

Attestation d'assurance des serres []

Factures détaillées dûment acquittées []

RIB original []

Copie des statuts pour les personnes morales []

**DEMANDE DE CONCOURS FINANCIER A L'ONIFLHOR AU TITRE
D'UN AUDIT ENERGETIQUE DE L'EXPLOITATION**

Nom / Raison sociale :

Adresse :

Téléphone :

Fax

Présentation de l'entreprise

Origine et date de création :

Structure juridique :

Nombre d'associés .:

Principales productions :

Surfaces de production actuelles (en m²) :

. Serres verre :

Bi tunnels :

. Multichapelles plastique :

Tunnels :

. Double paroi gonflable :

Plein air :

Situation du demandeur

Adhérent à une organisation de producteurs reconnue : Oui [] Non []

Si oui laquelle :

Cas de forme sociétaire :

Raison sociale :

Objet :

Répartition du capital social :

Noms	Date de naissance	Profession	Nombre de parts	Pourcentage du capital
-				
-				
-				

Organisme chargé de l'audit (Nom, raison sociale) :

Téléphone :

Fax :

Surface auditée	Coût du pré-diagnostic	Coût du diagnostic	Coût total de l'audit (montant total des factures)	Subvention demandée (1/3 du coût de l'audit énergétique)
M2	€	€	€	€

plafonnée à 766,67€
pour le pré-diagnostic

et à 6 666,67 € pour le diagnostic

Total subvention demandée €

NOM :
PRENOM :

Sollicite le bénéfice de la mesure structurelle en faveur du secteur du maraîchage, mise en place par l'Oniflorh afin de compenser la hausse du coût de l'énergie,

Certifie exact les informations et déclarations de la présente demande de concours financier de l'Oniflorh,

Certifie que les dépenses faisant l'objet de la procédure de demande d'aide ont été réalisés en _____ ,

J'autorise la MSA à communiquer toute information complémentaire nécessaire à la constitution et à l'instruction de mon dossier,

J'autorise les agents chargés des contrôles par les instances compétentes (DDAF, Oniflorh) à vérifier l'exactitude des renseignements que j'ai fournis sur la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aide et la situation réelle.

A _____ , le

Signature du demandeur

ATTESTATION DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt certifie la conformité de la demande et les critères d'éligibilité au programme sur la base duquel a été prise la décision de financement.

**DEMANDE DE CONCOURS FINANCIER A L'ONIFLHOR
AU TITRE DU PROGRAMME DE FORMATION DES SERRISTES**

Nom / Raison sociale :

Adresse :

Téléphone :

Fax

Présentation de l'entreprise

Origine et date de création :

Structure juridique (statuts à joindre):

Principales productions :

Surfaces de production actuelles (en m²) :

. Serres verre :

Bi tunnels :

. Multichapelles plastique :

Tunnels :

- . Double paroi gonflable :

Plein air :

Présentation du projet

Descriptif du projet et effets attendus :

Nature du projet : Construction [] Aménagement [] Rénovation []

Surfaces concernées : m² m² m²

Conformité normes AFNOR NFU57

Serres verre NFU 57060 [] Multichapelles plastique NFU 57064 []

Plan de financement

MONTANT DU PROJET	:	€	100 %	Taux et durée des crédits
-------------------	---	---	-------	---------------------------

Autofinancement	:	€	%
-----------------	---	---	---

Prêt : €

P.I. :

PPVS	:	€
------	---	---

Subvention Oniflhor : €

Autres aides : €

AFME / EDF / GDF : €

PIM : € Non []

Région : €

Département : € Non []

Commune : €

AVIS DU BANQUIER joint à la présente demande : Oui []

Contrat de leasing (attestant du destinataire de la subvention)
joint à la présente demande : Oui []

■ Présentation des investissements, calcul de la subvention

1. Investissements

Nature de l'investissement	Montant hors taxes
TOTAUX	

Investissements

Total subventionnable	
€	

Total subvention demandée

€

Fait à :

.le.

Signature du demandeur

■ AVIS DE LA D.D.A.F

A . , le .

Signature et cachet

■ AVIS DU CTIFL

A , le

Signature et cachet

Le Directeur,

ATTESTATION BANCAIRE

Nom du bénéficiaire :

Adresse :

Je soussigné (1)

atteste que l'attribution du prêt sollicité par le bénéficiaire susnommé, pour le financement de la reconstruction, de la construction et/ou de l'aménagement d'une serre de m² a fait l'objet d'un avis favorable en date du au vu des caractéristiques de la situation financière de l'exploitation avec les éléments de motivation ci-après :

Le Plan de financement se décompose comme suit :

Montant du projet : €

Autofinancement : €

Prêt :

P.S.M. : € ée : x :

P.P.V.S. : € ée : x :

Autre(s) : € ée : x :

Subventions

Oniflhor :

Autres : €

Signature et cachet de la banque

€

€

€

€

(1) Nom et qualité

DEMANDE D'AVANCE CAUTIONNÉE

Désignation du bénéficiaire :

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Sollicite l'obtention de l'avance liée aux investissements dans les serres maraîchères pour un

Montant de :

€

En toutes lettres :

Correspondant à 25% de la subvention retenue figurant sur la feuille d'agrément.

Domiciliation du paiement (joindre obligatoirement un R.I.B)

Etablissement / Succursale :

Code banque :

Code guichet :

Numéro de compte :

Clé :

Date de l'accusé de réception :

Date (effective ou prévisionnelle) de début des travaux :

Montant de la subvention retenue figurant sur l'accusé de réception :

€

Justification de l'avance (cadre réservé à la D.D.A.F.)

Factures pro forma / Bons de commande [] Autres :

Visite sur site []

A

le

A

le

Signature du demandeur

Signature et cachet de la D.D.A.F

Cadre réservé à l'Oniflhor		
Liquidation	Visa / Vu bon à payer	Payé

ENGAGEMENT DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés (1) .

au capital de .
élisant domicile pour l'exécution du présent acte à (2) .

représenté par M. (3)

nommé à cette fonction et investi des pouvoirs nécessaires pour intervenir valablement au présent engagement par délibération du Conseil d'Administration en date du
déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de (4)

pour la somme de (5)

représentant la garantie prévue en application de la circulaire n° DPE/
pour l'exécution de (6)

En conséquence, nous nous engageons à effectuer sur demande de M. le Directeur de l'Oniflhor sans pouvoir en différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement entre les mains de M. l'Agent comptable de l'Oniflhor des sommes dont (7) serait redevable au titre de l'opération susvisée.

(8) Fait à , le

Signature et cachet (9)

(1) Désignation de l'établissement bancaire.

(2) Dans le ressort de la Cour d'Appel de PARIS (article 2018 du Code civil).

(3) Nom, prénoms et fonctions du ou des fondé(s) de pouvoir.

(4) Nom, prénoms (ou raison sociale), adresse (ou siège social) du cautionné.

(5) En toutes lettres.

(6) Objet de l'opération : reconstruction de serres, aménagement de serres, rénovation de serres.

(7) Nom et prénom ou raison sociale du cautionné

(8) Situer et dater en toutes lettres

(9) Signature(s) et cachet de la banque suivis de la mention manuscrite **"Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence de la somme de euros"**

Signature du bénéficiaire

ATTESTATION DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt certifie la réalisation et l'achèvement des travaux sus-indiqués, atteste de leur conformité au programme sur la base duquel a été prise la décision de financement et certifie que les serres construites ont bien fait l'objet d'un contrôle de leur conformité aux normes.

A _____, le

**Le Directeur départemental de
l'agriculture et de la forêt**

(Signature et cachet)

MODERNISATION DES SURFACES DE SERRES MARAÎCHERES
FICHE D'ENQUÊTE DE LA D.D.A.F. SUR LE TERRAIN

Année de demande de paiement :

Nom du bénéficiaire :

NATURE DE L'INVESTISSEMENT : + construction + reconstruction
(une fiche par nature d'investissement) + rénovation + aménagement d'existant

CRITERES CONTROLÉS :	CONFORME	ANOMALIE (2)
Lieu d'implantation	+	+
Surface déclarée	+	+
Conformité aux normes	+	+
Affectation maraîchère de la serre	+	+
Acquittement effectif des factures	+	+

POSTES D'INVESTISSEMENT (1)	CODE	SURFACE REALISÉE	CONFORME	ANOMALIE (2)
Type de serre				
	0__ M	m ²	+	+
	0__ M	m ²	+	+
Chauffage				
	1__ M	m ²	+	+
	1__ M	m ²	+	+
	1__ M	m ²	+	+
Divers				
	3__ M	m ²	+	+
	3__ M	m ²	+	+
	3__ M	m ²	+	+
	3__ M	m ²	+	+
	3__ M	m ²	+	+
Groupe électrogène				
	4__ M	m ²	+	+

Observations (2) :

Date de l'enquête de terrain :

Signature du contrôleur :

(1) Comparer avec la feuille d'agrément jointe à l'accusé de réception de l'Oniflor.

(2) Préciser les anomalies par surface concernée et si elles sont susceptibles de remettre en cause l'aide à verser
Eventuellement délai de remise en état du poste d'investissement concerné (date de contre-visite)